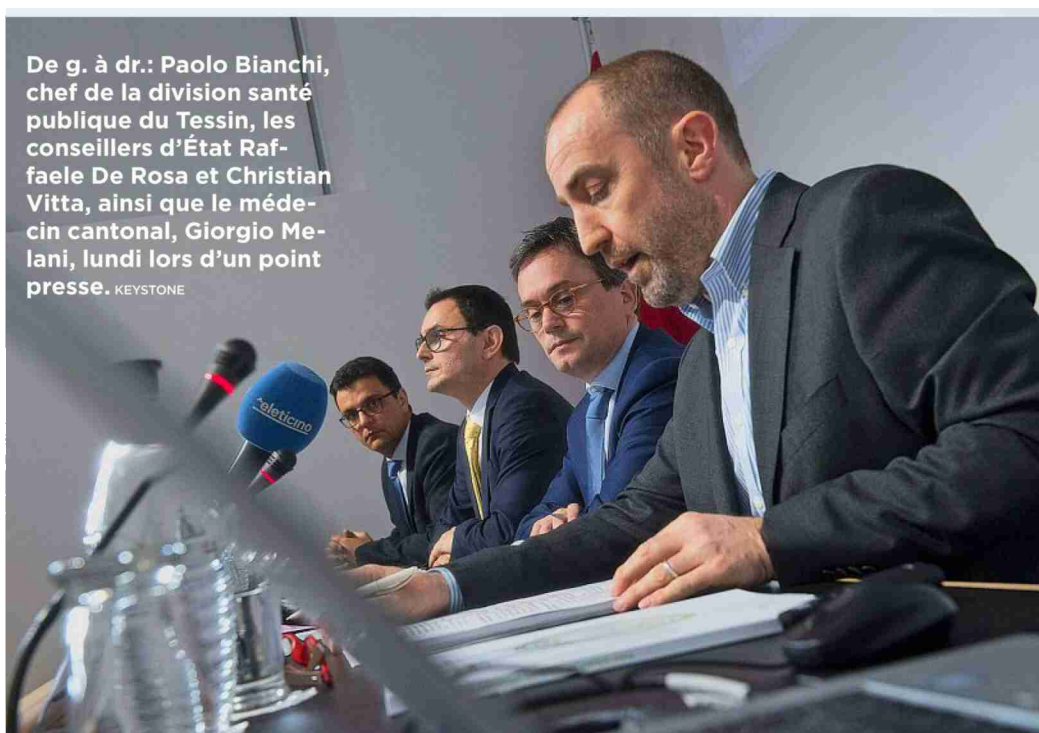




Tessin Les autorités tentent d'enrayer la panique





«Fermons les frontières!» C'est le cri du cœur de 40% des lecteurs du «Corriere del Ticino», selon un sondage effectué sur le site du quotidien. Au Tessin, la promiscuité avec l'Italie et ses villes en quarantaine angoisse ses habitants. Chaque jour, quelque **70 000** frontaliers passent la frontière pour travailler, avec la possibilité que le virus voyage également avec eux. Certaines firmes ont pris des mesures, notamment en priant leurs employés de travailler depuis chez eux. «La peur se sent vraiment des deux côtés de la frontière», confirme Alessandro, Italien travaillant en Suisse. Chez lui, à Verbania, les écoles sont fermées pour une semaine et les habitants dévalisent les supermarchés. Au Tessin, «tout le monde reste dans une sorte d'attente, comme le calme avant la tempête», raconte-t-il. Masques et désinfectant sont en rupture de stock dans les pharmacies. «Sincèrement, je panique, reconnaît ce travailleur dans les colonnes du portail Tio.ch. Je dois me déplacer en transports publics dans tout le canton. Je côtoie des gens qui vont et viennent en Lombardie. Il me semble absurde que la Suisse se tienne immobile et imagine qu'un virus puisse s'arrêter à la frontière.» Ces peurs sont largement relayées par les politiciens locaux, en particulier issus des partis de droite, qui multiplient les interventions et les questions auprès des autorités commu-

nales et cantonales. La question de la fermeture des frontières revient régulièrement.

«La question est légitime, estime Franco Denti, président de l'Ordre des médecins tessinois. Mettons de côté le débat sur les frontaliers, le virus n'est pas raciste, il attaque tout le monde, poursuit ce membre de l'UDC. D'un point de vue médical, les scientifiques s'accordent pour dire que l'unique moyen de contenir l'épidémie est l'isolement.» Selon le médecin, il faudrait fermer provisoirement les frontières pour au moins cinq jours. «Cela permettrait non seulement de mieux cerner la situation en Italie, mais également de permettre au canton du Tessin de se préparer au mieux.» Lundi, en conférence de presse, le Conseil d'État tessinois a révélé avoir considéré la possibilité de fermer les frontières, mais s'être ravisé après avoir consulté les experts. «Fermer les frontières ne serait ni efficace, ni proportionné, ni fait au bon moment», explique le médecin cantonal, Giorgio Merlani. La Suisse sera effectivement touchée par le coronavirus, tôt ou tard, souligne le spécialiste. «Il s'agit d'une question de jours ou de semaines. Il faut donc agir graduellement en fonction de la situation.» La quarantaine sert effectivement à contenir la contagion lorsque des cas sont déjà déclarés. «À Wuhan, où l'isolement a été établi depuis fin janvier, les citoyens n'en peuvent plus. La si-

tuation va durer plusieurs mois, on ne peut pas prendre de mesures draconiennes alors qu'aucun cas n'a encore été confirmé.» Giorgio Merlani prie la population de rester rationnelle. «Il faut que les gens arrêtent d'appeler les hôpitaux, voire les ambulances, simplement parce qu'ils sont grippés ou qu'ils sont passés par la Lombardie. Toutes ces demandes plombent fortement le réseau sanitaire et empêchent les soignants de travailler correctement!»

Signe de la peur des gens, les appels passés au numéro d'information de la Confédération ont explosé ce week-end. À la demande du Conseil d'État, Berne a non seulement renforcé le standard mais également permis que les tests, jusqu'ici effectués aux HUG, puissent être réalisés directement au Tessin. Afin de montrer que Berne prend la situation au sérieux, le conseiller fédéral Alain Berset s'est également exprimé sur la question. «Il faut garder la raison et les pieds sur terre. J'ai de la compréhension pour le fait que la population tessinoise attende que l'on montre comment la situation est prise en main par la politique, souligne le chef du Département fédéral de l'intérieur. Mais il s'agit aussi de prendre des mesures proportionnées avec la situation que nous connaissons aujourd'hui.» Le ministre de la santé n'exclut toutefois aucun scénario pour la suite.

Lucie Monnat

Collaboration: Florent Quiquerez